

Contribution pour la conférence Africa Knows !

Auteur : Boubacar Haidara, chercheur associé au laboratoire LAM (Les Afriques dans le Monde) de Sciences Po Bordeaux ; Chargé de cours à l'Université de Ségou, Mali.

Titre : « Conflits armés et insécurité dans le Sahel ouest-africain : défis pour la recherche africaniste ».

Résumé : La recherche scientifique à destination des pays du Sud a presque toujours été dominée par les chercheurs et institutions du Nord. Les crises sécuritaires qui agitent certains pays du Sahel, le Mali en particulier, ont un impact indéniable sur la recherche de terrain et subséquemment sur les productions scientifiques. Trois situations semblent prioritairement se dessiner dans ce contexte de troubles sécuritaires : (1) par crainte pour leur sécurité, et à juste titre, les chercheurs du nord ont simplement déserté les zones conflictuelles ; (2) Ils continuent la recherche, en ayant pour terrain les zones conflictuelles, mais les données de terrain proviennent de "seconde main" souvent très peu qualifiée ; (3) Ils continuent la recherche, et produisent d'ailleurs quantité de résultats, mais sans avoir eu recours au terrain. Plusieurs interrogations émergent alors : Doit-on abandonner la recherche dans les zones d'insécurité du Sahel, alors même que les facteurs qui y sont à la base méritent fortement qu'on y mène des réflexions ? Quelle valeur devons-nous accorder à des résultats de recherche en sciences sociales, obtenus sans terrain ? Et surtout, pouvons-nous penser les sciences sociales en dehors de leur dimension empirique ? Si les risques sécuritaires encourus par les chercheurs du Nord, dans les zones dites « sensibles », sont bien réels, tel n'est pas forcément le cas des chercheurs locaux. Notons que les terrains dits « sensibles » ne présentent pas les mêmes risques selon qu'on soit un chercheur international ou local (du pays étudié). Selon quelles modalités, et par quels moyens, les chercheurs internationaux et leurs collègues locaux peuvent-ils contribuer à perpétuer la recherche dans les zones dites « sensibles » ?

Mots clés : Sahel – Terrain sensible – Nord du Mali – Insécurité – Recherche scientifique – Chercheurs internationaux – Chercheurs locaux

Introduction :

La situation sécuritaire critique pose un sérieux défi pour de nombreux pays, en particulier ceux de la ceinture sahélienne, et occasionne surtout des pertes inestimables en matière de recherche scientifique. Le déficit de productions scientifiques issues des recherches de terrain est très clairement visible par la désertion des terrains dits « sensibles » ou « difficiles » par les chercheurs ; soit parce que les acteurs craignent pour leur sécurité, soit parce qu'ils ne sont plus en mesure d'accéder aux financements leur permettant de mener leurs recherches. La recherche scientifique à destination des pays du Sud fut longtemps l'apanage des chercheurs et institutions du Nord, d'abord pour des raisons historiques, mais surtout grâce aux ressources économiques dont ils disposent. Ce constat pourrait s'expliquer concrètement d'abord par le privilège qu'avaient les chercheurs des métropoles coloniales et, par extension (même si cela s'est fait un peu plus tard), ceux d'autres pays européens qui tenaient leur supériorité sur les colonisés (ou anciens colonisés) pour acquise. Même quand cette mentalité commença à changer chez les chercheurs, ils ont toutefois pu conserver cette supériorité dans le domaine de la recherche grâce aux ressources dont ils disposent du fait de la puissance économique de l'Europe et des États-Unis. Les crises sécuritaires qui agitent certains pays du Sahel, le Mali en particulier, vont alors avoir un impact indéniable sur les productions scientifiques.

Le terrain, quel qu'il soit, est susceptible d'être considéré comme difficile pour diverses raisons : par exemple à cause de la barrière de la langue ou des coutumes lorsqu'on enquête dans des contrées étrangères. La difficulté et la sensibilité étant de ce point de vue des notions très subjectives, parler de terrain « difficile » ou « sensible » nécessite – à défaut d'y accorder une définition arrêtée et exacte – de circonscrire le terme et de le situer. En sciences sociales la notion de terrain semble aller de soi. Elle est communément employée par les chercheurs de toute discipline et se retrouve déclinée en plusieurs expressions idiomatiques qui, toutes, correspondent à la phase d'enquête empirique (Boumaza et Campana, 2007).

Dans le cas qui nous intéresse principalement ici, le terrain « sensible » ou « difficile » désigne concrètement des enquêtes sur des (ou dans des zones de) conflits armés, des guerres et révolutions, où l'enquêteur pourrait risquer sa vie et aussi mettre en danger la vie de ses contacts et informateurs.

Si l'exigence de sécurité est souhaitable, et d'ailleurs nécessaire à tout terrain d'enquête, sa forme et sa mise en pratique récentes dans plusieurs pays sahéliens, au gré des dynamiques sociopolitiques et sécuritaires, constituent une entrave totale à l'activité de recherche. Dans ce type de situation, les problèmes qui constituent la source de la dégradation sécuritaire et qui méritent amplement qu'on y mène des réflexions scientifiques, sont finalement laissés pour compte. La difficulté ou l'impossibilité de mener des enquêtes de terrain fait qu'aujourd'hui, les espaces concernés par les restrictions n'ont jamais autant été sujets à désinformation.

L'état des lieux de la recherche en sciences sociales au Mali

Trois situations semblent prioritairement se dessiner dans ce contexte de troubles sécuritaires : (1) par crainte pour leur sécurité, et à juste titre, les chercheurs du nord ont simplement déserté les zones conflictuelles ; (2) Ils continuent la recherche, en ayant pour terrain les zones conflictuelles, mais les données de terrain proviennent de "seconde main" souvent très peu qualifiée, induisant souvent dans les travaux produits des biais épistémologiques évidents ; (3) Ils continuent la recherche, et produisent d'ailleurs quantité de résultats, mais sans avoir eu recours au terrain. Dans ce dernier cas, les chercheurs ne font simplement pas de terrain (ils le

mentionnent souvent d'ailleurs) ; mais se contentent de recourir aux coupures de presses et aussi d'informations provenant de contact par ci par là.

Plusieurs interrogations émergent alors : Doit-on abandonner la recherche dans les zones d'insécurité du Sahel, alors même que les facteurs qui y sont à la base méritent fortement qu'on y mène des réflexions ? Quelle valeur devons-nous accorder à des résultats de recherche en sciences sociales, obtenus sans terrain ? Et surtout, pouvons-nous penser les sciences sociales en dehors de leur dimension empirique ? Si les risques sécuritaires encourus par les chercheurs du Nord, dans les zones dites "sensibles", sont bien réels, tel n'est pas forcément le cas des chercheurs locaux. Notons que les terrains dits "sensibles" ne présentent pas les mêmes risques selon qu'on soit un chercheur international ou local (du pays étudié). Selon quelles modalités, et par quels moyens, les chercheurs internationaux et leurs collègues locaux peuvent-ils contribuer à perpétuer la recherche dans les zones dites « sensibles » ?

Les crises sécuritaires et leurs répercussions sur la recherche concernent nombreux pays de la ceinture sahélienne. Si nous nous en tenons aux 5 pays qui constituent le G5 Sahel, on constatera que des formes de crises similaires touchent quelque part les 5 pays, cependant avec des formes plus graves pour certains que pour d'autres.

On pourrait ainsi dire, sans grand risque de se tromper, et sans exagération, que le Mali est le pays de la région le plus touché par les crises certes multiformes, mais ayant toutes un lien avec la sécurité : l'irrédentisme touareg ; le radicalisme islamique ; les conflits intercommunautaires ; et les bandes mafieuses et criminelles. La conjoncture sécuritaire due aux facteurs précités pèse très négativement sur l'activité de recherche scientifique.

L'ancien premier ministre malien Moussa Mara, dans une tribune disponible sur internet, publiée dans *La Tribune Afrique* du 08 août 2019¹, avait stipulé que la crise malienne était avant tout une crise de la pensée suscitant le courroux de certains parmi les chercheurs maliens. Ce qui était ici pointé du doigt, c'était l'apparente insuffisance de réflexion et de production scientifique, de la part des chercheurs maliens, sur les crises multiformes auxquelles leur pays était confronté. C'est quelque peu le même postulat que nous soutenons également, mais que nous essayons de formuler selon une démarche un peu plus scientifique.

On remarque aussi que, dans le cadre de leurs activités de recherche, de nombreux chercheurs et institutions de recherche du Mali bénéficient d'habitude d'aides financières venant d'institutions internationales. La prise en compte du contexte sécuritaire par ces institutions internationales qui aident à la recherche, est à l'origine de l'abandon de beaucoup de programmes de recherches. Le cas de l'Institut des sciences humaines (ISH) de Bamako est de ce point de vue intéressant. Son directeur nous a expliqués que le contexte d'insécurité a eu des conséquences sur le programme pluriannuel de recherche mis en place par l'ISH, et qui est intitulé : « Office du Niger : mutations sociales dans un contexte d'insécurité foncière ». Il a également évoqué les nouvelles adaptations, stratégies, et modes d'intervention que lui et ses équipes ont dû mettre en place afin de contourner le facteur d'insécurité sur le terrain de l'Office du Niger reconnu comme étant marqué par l'insécurité. Ces nouvelles stratégies vont de

¹ Mara M. « La crise malienne est aussi une crise de la pensée », *La Tribune Afrique*, 08 août 2019, [Disponible sur internet] : <https://afrique.latribune.fr/think-tank/tribunes/2019-08-08/la-crise-malienne-est-aussi-une-crise-de-la-pensee-825319.html>

l'obligation de redéfinition du terrain, et prennent appui à la fois sur le personnel de l'Office du Niger ainsi que sur les populations locales.

En outre, nombreux sont les jeunes chercheurs qui ont vu leurs projets de recherche recevoir un avis négatif non pas par manque d'intérêt scientifique, au contraire, mais pour des raisons sécuritaires invoquées. Dans ces circonstances, le chercheur malien, ou le chercheur étranger ayant pour terrain le Mali se voit ainsi pris dans une relation d'interdépendance avec son institution de rattachement, et avec ses bailleurs de fonds. Les restrictions qui lui sont imposées peuvent venir de ces deux différents acteurs, entravant ainsi le chercheur dans sa liberté d'investigation. On constate dans ce cas, notamment malien, que les activités de recherche en sciences sociales, en général, ne répondent plus à des logiques spécifiquement scientifiques ; mais doivent plutôt répondre à des injonctions en termes de responsabilité et de sécurité du chercheur. Une interrogation particulière émerge alors : doit-on abandonner la recherche dans les zones d'insécurité du Sahel, alors même que les facteurs qui y sont à la base méritent fortement qu'on y mène des réflexions ?

En sciences sociales, l'accès au terrain est perçu comme la condition sine qua non d'une production historicisée et située de connaissances au plus près des transformations sociales (Boyer & Faret, 2017). Face à cet ensemble de restrictions – précédemment évoqué – qui affecte aujourd'hui, de façon prononcée, la possibilité de mener librement un travail de recherche fondé sur une démarche empirique des objets, certains chercheurs en sciences sociales ont adopté une approche différente de la recherche. Ainsi, l'impossibilité d'accéder au terrain les obligea à repenser la recherche fondée sur une approche empirique des objets via la distanciation (Hagberg & Körling, 2015). Ces auteurs, compte tenu du contexte sécuritaire délicat, expliquent comment ils furent contraints de réorienter leur recherche pour travailler à distance. Ils discutent également de l'alternative de la recherche en collaboration avec des équipes de recherche locales afin de limiter les contraintes sécuritaires.

Ce constat nous pousse ainsi à notre deuxième questionnement : Quelle valeur devons-nous accorder à des résultats de recherche en sciences sociales, obtenus sans terrain ? Et surtout, pouvons-nous penser les sciences sociales en dehors de leur dimension empirique ?

Les conséquences de l'abandon du terrain sur la recherche en sciences sociales au Mali

Deux conséquences majeures, et qui pèsent négativement sur la recherche, découlent des trois différentes situations que nous avons précédemment décrites : l'impact sur la quantité de production scientifique ; et les insuffisances (méthodologiques et épistémologiques) liées au manque de terrain perceptible dans une importante part de la production scientifique consacrée au Mali. Cela nous fait précisément penser aux conflits intercommunautaires qui opposent les différentes ethnies dans le centre du Mali, en l'occurrence les peuls aux dogons.

La problématique du phénomène djihadiste, qui est apparu dans le nord du Mali en 2012 sous une forme assez violente, a abouti à la diffusion des menaces armées dans les régions centre et sud du pays. Cette situation apparaît davantage préoccupante, dans la mesure où elle tend à revêtir des formes de « guerre civile », à savoir un conflit armé opposant diverses ethnies d'une même région (Haidara, 2017). Une grande partie des productions scientifiques consacrées à la situation furent, pour la plupart, produits en dehors de tout cadre de travail empirique. Ce qui a tendance à faire passer leurs auteurs à côté des nouvelles dynamiques (de divers ordres) à l'œuvre, et qui font renaître les conflits anciens sous différentes formes en leur donnant des dimensions nouvelles que seul le terrain aurait permis de faire émerger.

En effet, depuis quelques années on remarque la formation d'un nouveau foyer de tensions dans le centre du Mali, donnant régulièrement lieu à des affrontements armés, particulièrement mortels, entre les peuls et les autres communautés voisines. Une majorité des travaux de recherche portant sur la question met ces tensions intercommunautaires sous le compte de l'accès et du contrôle des terres et des ressources naturelles (Campana 2018 ; Benjaminsen & Ba 2019 ; Sangaré 2019 ; Dakono 2019 ; Brossier, Jourde & Modibo Ghaly-Cissé 2018 ; Bagayoko & al 2017 ; International Crisis Group 2016, 2019).

Aux collègues qui s'interrogent s'il faudrait cesser de percevoir l'enquête de terrain comme la seule source légitime d'information pour les sciences sociales, nous souhaitons formuler un début de réponse à ceux-là, en disant que dans le contexte spécifiquement malien, il est très difficile de penser les crises et les situations qui y sont dues en dehors de leurs dimensions empiriques. Nous avons essayé de l'illustrer à travers l'exemple des conflits communautaires au centre du Mali.

Nous avons alors essayé dans une de nos précédentes publications, intitulée « Des pistes pour enrayer la spirale de la violence dans le Centre du Mali »², d'apporter notre contribution à l'examen des crises récentes au centre du Mali à la lumière des nouvelles dynamiques à l'œuvre dans cet espace.

Nous avons mis les violences interethniques sous le compte de la formation des représentations, en l'occurrence celles qui, pendant un temps (encore aujourd'hui d'ailleurs), ont systématiquement fait du peul le djihadiste. Ces représentations sont apparues fortement ancrées au sein des autres communautés locales, mais aussi partagées par une partie des soldats maliens opérant dans cette zone. Une question essentielle se pose : comment ces représentations se sont-elles formées et développées ? On pourrait difficilement répondre à cette question sans au préalable tenir compte de la genèse des tensions liées aux accusations de djihadisme proférées à l'encontre des Peuls, et aussi des faits d'armes des milices peules contre l'armée et les autres communautés locales. Cette tâche saurait être difficilement entreprise en dehors de sa dimension empirique et d'une relation avec le terrain.

Les réels risques sécuritaires encourus par les chercheurs du Nord dans les zones dites « sensibles »

Depuis l'éclatement de la crise au Mali, rares sont les chercheurs internationaux qui s'y rendent pour effectuer des recherches sur le terrain. Le risque est multiple pour les occidentaux à cause des facteurs liés à la couleur de la peau, puisqu'il leur est difficile de se fondre dans la masse, donc facilement identifiables. Mais aussi par le fait qu'ils sont banquables aux yeux des groupes terroristes. En cas d'enlèvement, ces groupes peuvent demander des rançons à l'Etat où ils sont originaires, ou dans un autre cas, servir pour un échange de prisonniers comme nous avons pu le constater au cours de ces dernières années. Conscients de ces difficultés, les chercheurs internationaux et les organismes de financement ont déserté depuis un certain temps, en ce qui concerne le cas spécifique du Mali, les terrains qui sont considérés comme dangereux. Le retrait de ces derniers doit-il pour autant mettre fin à toute activité de recherche susceptible de nous renseigner davantage sur les causes et les conséquences de ces crises ? Comment peut-on

2 Boubacar, Haidara. « Mali : Des pistes pour enrayer la spirale de la violence dans le Centre du Mali », *The Conversation France*, 07 avril 2019, [En ligne] : <https://theconversation.com/mali-des-pistes-pour-enrayer-la-spirale-de-la-violence-dans-le-centre-du-pays-114622>

résoudre une crise si on ne dispose pas d'éléments explicatifs et même compréhensifs que seule la recherche permet d'apporter ? Les chercheurs Maliens ne peuvent-ils pas être mobilisés dans le cadre d'une collaboration pour pallier ces insuffisances afin d'éviter le recours à des non spécialistes aux méthodes non orthodoxes ? Voilà autant de questions qu'on est en droit de se poser si on fait l'état de la recherche dans les pays en crise et nous essayerons à travers des cas pratiques d'apporter quelques éléments de réponse.

Les terrains dits « sensibles » ne présentent pas les mêmes risques selon qu'on soit un chercheur international ou local (du pays à étudier)

La dangerosité du terrain dans le cas malien est, à certains égards, à relativiser puisqu'on constate qu'aucune différence n'est établie entre les localités alors que les réalités ne sont pas forcément les mêmes. Aujourd'hui, quand on fait la cartographie du Mali on peut vite se rendre compte que la crise ne touche pas toutes les régions de la même manière. En dehors de certaines régions du nord et du centre, le reste du pays est relativement moins touché même si de temps à autre, des attaques sont perpétrées dans certaines zones, ce qui dénote d'ailleurs, la forte mobilité des groupes djihadistes. Ces circonstances font que le Mali se retrouve sur la liste rouge établie par certains pays afin de dissuader leurs ressortissants à s'y rendre sauf en cas d'impérieuse nécessité. Par la même veine, cela contribue aussi à un ralentissement ou un abandon des activités de recherche par les chercheurs internationaux.

Par contre, le chercheur Malien quel que soit son origine ne rencontre pas cette difficulté particulière, puisqu'il a la possibilité de se rendre dans les localités sans courir le risque de se faire enlever par ces groupes. Pour mieux illustrer cette réalité, nous pouvons mettre un accent particulier sur certaines recherches qui ont été effectuées par les chercheurs maliens en tant de guerre sans pour autant que ceux-ci soient inquiétés. Au mois de mars 2020, une recherche commanditée par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a été menée simultanément à Tombouctou et à Kidal par les chercheurs maliens. Pour favoriser la paix et la réconciliation au Mali, ils se sont penchés sur l'histoire de la Bagne (prison) de Kidal et de Taoudéni. Il s'agissait entre autres de recueillir des informations sur la date d'ouverture des prisons, les catégories de personnes qui étaient incarcérées, la perception des populations sur les prisons, les conditions de détention (depuis le temps colonial jusqu'à leur fermeture), la vie après la prison (les anciens prisonniers), mais aussi de visiter les bâtiments administratifs.

Une telle recherche a été possible dans cette partie du Mali en proie à une insécurité totale, contrôlée en majeure partie par les groupes djihadistes et/ou irrédentistes, pour la simple raison que ces chercheurs étaient des maliens. En dehors du fait d'être maliens, ils leurs étaient plus facile de se faire accepter par la population locale à travers la langue qui ne constituait pas une barrière, mais aussi et surtout par le fait d'habiter chez les autochtones. Même si le risque zéro n'existe pas, la stratégie développée par les chercheurs était de ne pas se faire remarquer surtout au moment des visites. Ainsi, pour les déplacements, les véhicules des habitants de la localité étaient loués pour ne pas trop s'exposer. Cette recherche très récente qui a pu être menée sans aucun problème par les maliens venant principalement de Bamako prouve à suffisance que le terrain reste encore possible en temps de crise. La contrainte majeure pour les chercheurs maliens qui ne sont pas originaires du nord du pays réside dans l'utilisation des moyens de transport adéquats. La route étant longue et dangereuse, les déplacements se font via les avions affrétés par la MINUSMA.

Nous-mêmes avons effectué une partie de nos recherches doctorales à Tombouctou en 2012 au moment de l'occupation de cette ville par les groupes djihadistes. Nous y avons passé deux

mois, pour essayer de comprendre comment s'exprimait réellement le phénomène sur le terrain. L'analyse faite des données recueillies était essentiellement le résultat d'une enquête d'observation, un travail de recueil de perceptions et d'impressions, fait dans une situation d'immédiateté, et réalisé dans la fournaise que représentait le nord du Mali en ce moment. Compte tenu de la conjoncture qui prévalait au moment de notre séjour, notre stratégie à consister pour nous de savoir nous fondre au sein de la population. Même étant Malien, c'est-à-dire ne suscitant d'emblée aucune méfiance, la reconnaissance de notre statut d'apprenti-chercheur aurait pu s'avérer problématique. Nous aurions ainsi pu paraître, aux yeux des islamistes, comme étant un infiltré. La démarche pouvait paraître, à certains égards, téméraire mais il était question pour nous, à un moment où les contours d'une intervention militaire visant à chasser les groupes islamistes se dessinaient, de mener une observation directe sur le terrain. En tout état de cause, il n'en était rien d'une témérité, car nous-mêmes sommes originaires de la région de Tombouctou, et nous apparentons parfaitement à un habitant lambda de Tombouctou.

Cet exemple démontre bien que la recherche reste possible en temps de crise. Pour ce faire, faudrait-il que le monde scientifique accepte que le savoir est universel. Il semble fallacieux de penser que sans l'apport ou la présence de chercheurs occidentaux sur le terrain, que la recherche s'arrête ou que les chercheurs locaux ne soient pas capables de relever les défis. Il serait peut-être temps de ne plus continuer à considérer les scientifiques africains comme des chercheurs de seconde zone. En Afrique, la sagesse populaire nous enseigne que « l'union fait la force », mieux encore, « qu'un seul doigt ne peut soulever un cailloux », cela en référence à la complémentarité. D'où la nécessité d'un regard croisé sur l'étude des faits et des phénomènes sociaux entre chercheurs de différents horizons.

Selon quelles modalités, et par quels moyens, les chercheurs internationaux et leurs collègues locaux peuvent-ils contribuer à perpétuer la recherche dans les zones dites « sensibles ? »

Le développement d'un partenariat fécond entre les chercheurs du Nord et ceux du Sud s'avère de notre point de vue nécessaire pour relever les défis de la recherche dans les zones dites « sensibles ». Ce partenariat pourrait répondre à quelques difficultés rencontrées par les chercheurs locaux et internationaux au moment où ils effectuent leurs travaux sur le terrain. Ces difficultés peuvent être analysées en termes d'obstacles épistémologiques pour les sciences sociales qui visent une certaine objectivité scientifique.

Pour les chercheurs locaux, on observe deux situations :

1. Être un chercheur local présente certains avantages par rapport à l'accès aux informations, à la connaissance du phénomène étudié de l'intérieur, à l'observation de la réalité sans la perturber et à la limitation des risques de dissimulation et d'artificialité.
2. En revanche, être un chercheur local présente aussi le risque de partialité et de subjectivité du fait de son rapprochement aux phénomènes étudiés.

Pour les chercheurs internationaux, on observe aussi deux situations :

1. Le fait d'être un étranger et d'être distant avec le phénomène étudié, limite les risques d'interaction et donne une certaine garantie par rapport à l'objectivité scientifique.
2. En revanche, un étranger suscite toujours la méfiance du milieu d'étude, ce qui d'une manière générale, pose des difficultés d'accès à certaines informations. Cette méfiance

peut s'expliquer aussi par la méconnaissance des habitudes culturelles du milieu d'étude par le chercheur étranger.

Partant de ces deux situations et pour atteindre l'objectivité scientifique, nous pouvons faire allusion aux travaux de Mamadou Diawara³. Cet article bien qu'étant relativement ancien, reste toujours d'actualité par rapport à la situation que nous décrivons aujourd'hui. Nous avons fait le choix de cette publication qui date de 1985 non pas par mépris ou par méconnaissance de celles qui sont récentes⁴, mais seulement pour montrer que la collaboration entre les chercheurs du Nord et du Sud a toujours été au centre des préoccupations. Pour M. Diawara : « Toute recherche menée par un autochtone est insuffisante tant qu'elle n'est pas associée à celles d'une équipe d'origine différente de la sienne ». Cela est compréhensif dans la mesure où les sciences sociales sont sans cesse confrontées à des problèmes d'objectivité scientifique dus au rapprochement du chercheur à son objet d'étude. Il est difficile pour le chercheur qui étudie son propre milieu ou le phénomène étudié auquel il participe lui-même en tant que membre de la société, de pouvoir observer une des règles fondamentales en épistémologie portant sur l'abstraction.

Pour pallier cette insuffisance, il estime que : « Plusieurs chercheurs devraient collaborer-sans nécessairement opérer tous ensemble-pour saisir les témoignages dans leur variété qu'un chercheur seul, sur son terrain, face à son informateur », ne pourra embrasser. ». Le risque de tomber dans la subjectivité, d'avoir des conceptions stéréotypées ou une vision unilatérale sur un objet d'étude est plus élevé chez un chercheur qui opère dans la solitude que lorsqu'il travaille en équipe, surtout avec d'autres chercheurs qui ne sont pas du même milieu que lui. C'est seulement avec le renforcement de cette idée de collaboration que : « La fin de cet éternel face-à-face diminuerait les risques d'interprétation et de manipulation des deux côtés. »

En fin, M Diawara constate que : « La recherche africaniste navigue donc entre deux écueils : celui de l'ethnologie classique, pour qui la distanciation est la source de l'objectivité, et celui de nationaux qui revendiquent le monopole de la vérité scientifique, au nom de leur appartenance culturelle même. Ces deux conceptions procèdent d'une vision mécaniste du rapport du chercheur à son objet d'étude. En quoi une certaine complémentarité-puisque chacun accède à des sources différentes- serait-elle un handicap, alors qu'elle peut être une voie essentielle d'enrichissement ? ». N'assistons-nous pas depuis quelques décennies à cette course effrénée entre les chercheurs locaux et internationaux pour des questions de notoriété et de prestige ? Chacun cherche de son côté à obtenir le qualificatif de spécialiste de tel pays et à être sollicité par les médias pour intervenir sur des sujets divers et variés.

L'enrichissement dans ce cas, pour appuyer M Diawara, viendra forcément de la complémentarité et non de la compétition. Le partage d'expériences et la capitalisation des ressources peuvent de notre point de vue être un moyen pour faire avancer la science et la recherche scientifique. Le risque du manque de collaboration est élevé, puisque chacun va évoluer en vase clos et on va se retrouver avec des publications dénuées de toutes activités de terrain. Quel crédit accorder alors à ces types d'activités dites scientifiques ?

Un autre risque du manque de collaboration est de penser que la recherche ne serait pas possible en temps de crise pour des restrictions de déplacement dans les zones sensibles par les

³ Mamadou Diawara : « Les recherches en histoire orale menées par un autochtone, ou l'inconvénient d'être du cru », *Cahier d'Etudes Africaines*, 97, XXXV-1, 1985, PP.5-19

⁴ Mamadou Diawara : « L'osmose des regards, Anthropologues et historiens au prisme du terrain », *Cahier d'Etudes Africaines*, Ed EHESS, novembre 2010, P 471-505

chercheurs internationaux. Pour autant, l'apport indispensable des sciences sociales dans la compréhension et l'explication des crises n'est plus à démontrer et il serait préjudiciable pour ces sciences de ne pas s'intéresser aux conflits en tant que tels pour en saisir leurs portées politique, économique et socioculturelle en vue d'apporter des éléments de réponse pouvant permettre aux décideurs de prendre des mesures idoines.

En somme, la recherche dans les zones « sensibles » peut être difficile mais pas impossible au regard des différents cas précédemment évoqués. Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de mettre en place des passerelles pouvant permettre aux chercheurs de se retrouver afin de partager les expériences, alors, quelles que soient les difficultés, elles peuvent être surmontées. Cela évite le recours à des non-initiés pour le recueil des données qui souvent ne reflètent pas la réalité et crée plus de polémiques alors qu'elles ne devraient pas avoir lieu.

Références :

Bagayoko N., Ba B., Sangaré B., Sidibé K. (2017) « Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali : entre ruptures et continuité », ASSN, [En ligne] : <http://africansecuritynetwork.org/assn/gestion-des-ressources-naturelles-dans-le-centre-du-mali/>

Benjaminsen T. A., & Ba B. (2019). « Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation », *The Journal of Peasant Studies*, 46:1, 1-20.

Boumaza M., Campana, A. (2007). « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, n°57.

Boyer F., Faret L. (2017). « Terrains interdits ? », journée d'étude, Université Paris Diderot, 11 septembre 2017.

Brossier M., Jourde C., Ghaly-Cissé M. (2018). « Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (région de Mopti) », Centre Franco Paix en résolution des conflits et missions de paix UQAM, [En ligne] : https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/05/2018_05_Rapport-Brossier-et-al_CFP.pdf

Campana A. « Entre déstabilisation et enracinement local. Les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015 », rapport du projet Stabiliser le Mali, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, mars 2018.

Dakono B. « Au Mali, l'ampleur du massacre des Peuls est inédite, mais elle était prévisible », *Le Monde Afrique*, 27 mars 2019, [En ligne] : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/27/au-mali-l-ampleur-du-massacre-est-inedite-mais-elle-etait-previsible_5442286_3212.html

Diawara M., « Les recherches en histoire orale menées par un autochtone, ou l'inconvénient d'être du cru », *Cahier d'Etudes Africaines*, 97, XXXV-1, 1985, PP.5-19

Diawara M : « L'osmose des regards, Anthropologues et historiens au prisme du terrain », *Cahier d'Etudes Africaines*, Ed EHESS, novembre 2010, P 471-505

Dupont B., Grabosky P., Shearing C. & Tanner S. (2007). « The Governance of Security in Weak and Failing State », *Penal field*, Vol. IV | [En ligne]:

<https://journals.openedition.org/champpenal/7197>

Haidara B., « Conflits armés aux relents de guerre civile dans le centre du Mali », LAM/Science Po-Bordeaux, 23 mai 2017, [En ligne]. <https://lamenparle.hypotheses.org/606>

Haidara B., « Mali : Des pistes pour enrayer la spirale de la violence dans le Centre du Mali », *The Conversation France*, 07 avril 2019, [En ligne] : <https://theconversation.com/mali-des-pistes-pour-enrayer-la-spirale-de-la-violence-dans-le-centre-du-pays-114622>

Haidara B., « Les formes d’articulation de l’islam et de la politique au Mali », Bordeaux 3, sous la direction de Christian Bouquet, soutenue le 18-12-2015.

Hagberg S., Körling G., « Terrains inaccessibles », *Civilisations* [En ligne], 64 | 2015, mis en ligne le 30 décembre 2018, consulté le 22 mars 2019. URL : <http://civilisations.revues.org/3929> ; DOI : 10.4000/civilisations.3929

International Crisis Group, « Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique », 26 mars 2019, [En ligne] : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/centre-du-mali-enrayer-le-nettoyage-ethnique>

International Crisis Group, « Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique », Rapport Afrique N° 238, 06 juillet 2016, [En ligne] : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>

Mara M. « La crise malienne est aussi une crise de la pensée », *La Tribune Afrique*, 08 août 2019, [Disponible sur internet] : <https://afrique.latribune.fr/think-tank/tribunes/2019-08-08/la-crise-malienne-est-aussi-une-crise-de-la-pensee-825319.html>

Sangaré B. (2019). « Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest », Fondation pour la recherche stratégique, [En ligne] : <https://theconversation.com/mali-des-pistes-pour-enrayer-la-spirale-de-la-violence-dans-le-centre-du-pays-114622>